
L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance

Rapport Annuel 2003-2004

323, rue Chapel

Ottawa (Ontario) K1N 7Z2

tél. : (613) 594-3196

télec. : (613) 594-9375

courriel : info@childcareadvocacy.ca

www.childcareadvocacy.ca

**Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
2003-2004**

Conseil des défenseurs des services de garde

Co-présidentes :

Christine McLean
(régions)

Jamie Kass
(milieux sectoriels)

Conseil d'administration de l'ACPSGE – Représentantes régionales

Kismet Lowrie
Territoire du Yukon

Lynell Anderson
Colombie-Britannique

Corine Ferguson
Alberta

Sue Delanoy
Saskatchewan

Debra Mayer
Manitoba

Cheryl DeGras
Ontario

Margie Vigneault
Nouvelle-Écosse

Christine McLean
Terre-Neuve

Mary-Anne Bedard
Comité Voix de parents

Représentants sectoriels

Laurel Rothman
Lutte contre la pauvreté (Campagne 2000)

Jamie Kass
Milieu syndical (Congrès du travail du Canada, Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes)

Margot Young
Milieu syndical (Syndicat canadien de la fonction publique)

Anu Bose
Femmes immigrantes ou appartenant à une minorité visible (Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible du Canada)

Carol Gott
Services de garde en milieu rural

Martha Friendly
Recherche (Childcare Resource and Research Unit)

James Pratt
Milieu étudiant (Fédération canadienne des étudiantes et étudiants)

Janis Douglas
Personnes Handicapées (Association canadienne pour l'intégration communautaire)

[nomination à venir]
Groupements féminins

Membres du personnel

Maryann Bird
Directrice générale

Connie Brigham
Coordonnatrice des services aux membres

Gisele Jank
Adjointe administrative

Consultantes
Bozica Costigliola
Consultante en communications

Avi Goldberg
Consultante en informatique et conception graphique

Dianne Goldberg
Consultante en projets

Kerry McCuaig
Consultante en recherche

Adele Ritch
Consultante en évaluation

Jocelyne Tougas
Traductrice

Mot de la présidente

Pour moi qui suis jardinière à mes heures, le mois de juin a toujours été porteur de promesses et d'espoir. Pour réussir un beau jardin à Terre-Neuve, il faut avoir de l'optimisme à revendre, être disposé à travailler très fort, et surtout ne jamais manquer de ténacité et de détermination. Or voilà des qualités qui s'avèrent tout aussi essentielles à ceux qui militent en faveur des services de garde d'enfants, comme ont pu le constater tous les collaborateurs de l'ACPSGE au cours de la dernière année. Pour continuer d'aller de l'avant nous nous sommes armés d'optimisme, et nous avons présenté des demandes de subventions, poursuivi les projets déjà en cours et élaboré des plans pour l'avenir. Dans le cadre de notre projet *Créer des liens – Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance* (auss appelé *Projet SOS*), nous avons suscité et mené, dans l'ensemble du pays, des discussions fructueuses sur les politiques en matière de services de garde. Lorsque des gens qui ont à cœur la cause des services de garde se réunissent pour en discuter, c'est toujours stimulant. C'est pourquoi notre réseau *Voix de parents* a continué cette année de jouer une part importante dans notre travail. Mille mercis à Dianne Goldberg, qui a coordonné ce projet avec une passion et un sens de l'organisation, de l'à-propos et de l'humour absolument formidables – quelle femme incroyablement douée!

Nous avons dû, à regret, dire au revoir cette année à plusieurs membres de notre conseil d'administration, en les remerciant du soutien et du dévouement dont elles ont, sans compter, gratifié notre organisme. Il s'agit de Corine Ferguson, d'Edmonton en Alberta, de Margie Vigneault, de Halifax en Nouvelle-Écosse, et de Cheryl DeGras, de Toronto en Ontario (Coalition ontarienne pour l'amélioration des services de garde d'enfants). Ces trois femmes ont fidèlement et passionnément représenté leurs provinces au sein du conseil, et ont d'autre part extrêmement bien défendu les intérêts de l'ACPSGE dans leurs provinces respectives. Corine présidait en outre le comité du personnel, et tout le travail qu'elle a accompli au cours de son mandat a énormément contribué à maintenir la vigueur et la productivité de notre organisme. Quant à notre trésorière Margie, elle nous a tous aidés, avec calme et compétence, à mieux comprendre tout le volet financier de l'ACPSGE. Nous les assurons toutes les trois de notre grande reconnaissance pour leur bon travail, et nous comptons bien qu'elles demeureront d'ardentes militantes et alliées de l'ACPSGE.

Sur une note plus personnelle...

Mon mandat au sein du conseil d'administration de l'ACPSGE s'achèvera également cette année. Au cours des cinq dernières années, j'y ai siégé à différents titres : d'abord comme représentante de Terre-Neuve et du Labrador, ensuite comme secrétaire du conseil d'administration, et finalement comme présidente pendant deux ans. Je considère comme un honneur d'avoir pu occuper ces postes, en plus d'y avoir noué des liens d'amitié pour la vie. En quittant la présidence, j'aimerais adresser un merci tout particulier à Maryann Bird pour son amitié, son encadrement et son soutien indéfectibles. Maryann est le fer de lance de l'ACPSGE, et elle semble souvent avoir le don d'ubiquité puisqu'elle réussit à mener de front la gestion du bureau, le réseautage avec nos partenaires et sa collaboration avec le conseil d'administration. Or elle s'acquitte toujours de ses tâches avec toute la cordialité et la sérénité qu'on lui connaît, se faisant

ainsi rassurante pour tout le monde, en calmant s'il y a lieu nos angoisses. Merci, Maryann.

Au cours de mes cinq dernières années au sein de l'ACPSGE, j'ai beaucoup appris sur les tenants et aboutissants de la promotion des services de garde, sur les politiques qui les régissent, et sur les manigances et la volonté politiques. Notre travail de militantisme est comme une chaîne sans fin, car je ne crois pas que nous pourrions un jour nous reposer sur nos lauriers, en ayant la conviction que tout est parfait et qu'il ne reste désormais plus rien à améliorer. Il est vrai que d'énormes progrès ont été accomplis depuis 1999 dans le domaine des services de garde, mais ils ont toujours été accompagnés cependant d'innombrables frustrations. Malgré tout, chaque année nos voix se multiplient, et le message que nous portons acquiert davantage de vigueur et d'appuis. Les alliances que nous avons forgées avec nos divers partenaires et avec les organisations qui partagent nos idéaux ne cessent de se ramifier, nous concevons de nouveaux moyens de bien propager nos messages, notre effectif se consolide et nous rejoignons plus de gens que jamais auparavant. À ce titre, nous devons une fière chandelle à Jamie Kass, coprésidente du Conseil des défenseurs des services de garde, qui a élargi le cercle des militants grâce à son leadership et à son ardeur à la tâche. De partager la présidence avec elle a été pour moi un grand plaisir et un insigne privilège.

C'est donc avec optimisme que j'envisage l'avenir, à la fois pour la continuation de notre association et pour l'implantation éventuelle, partout au Canada, d'un système universel, accessible à tous et abordable de services de garde de qualité. Il nous reste encore beaucoup de travail à abattre, bien sûr, mais la force de notre organisme est pour moi une grande source de vitalité et d'espérance, lesquelles constituent, au même titre que le sol pourtant rocailleux de Terre-Neuve, un terreau de choix pour faire germer les fruits tant attendus de notre labeur.

Christine McLean
La présidente de l'ACPSGE

Rapport financier

Au cours de l'année financière 2003-2004, l'ACPSGE a reçu des subventions pour deux importants projets :

- Condition féminine Canada (Programme de promotion de la femme) a financé *Créer des liens- SOS : des avenues pour progresser*.
- La Direction du développement social a financé notre réseau *Voix de Parents*.

Nos projets ont favorisé et enrichi notre travail, et nous ont permis d'atteindre plus de partenaires des milieux sectoriels. Mais pour poursuivre nos actions militantes, nous devons continuellement concevoir des projets particuliers qui sont d'une durée limitée. Une subvention de fonctionnement nous procurerait la stabilité financière nécessaire pour pouvoir bien planifier à long terme. Les

cotisations de nos membres et les dons que nous recevons nous sont indispensables, car ce sont les seuls fonds que nous n'avons pas l'obligation d'affecter à des fins particulières.

Nous apprécions à leur juste valeur les conseils, la compétence et le dévouement de notre comptable Pat Graham et de notre vérificateur John Corey. Tous nos remerciements vont aussi à notre trésorière Margie Vigneault, qui a fait preuve d'un leadership sans faille au cours des dernières années.

On peut obtenir copie des états financiers vérifiés de l'ACPSGE sur simple demande adressée à notre siège social.

Rapport du Comité du personnel

Le comité du personnel, habilement présidé par Corine Ferguson, s'est réuni plusieurs fois au cours de la dernière année afin d'étudier nos politiques de gestion du personnel, de réviser les descriptions d'emplois, et surtout de déterminer la meilleure manière de mettre à profit nos maigres ressources en personnel. Nous remercions tout particulièrement les consultantes exceptionnelles qui nous ont prêté main forte—

Dianne Goldberg, Kerry McCuaig, Bozica Costigliola, Avi Goldberg, Adele Ritch et Jocelyne Tougas – pour l'excellence de leur travail, et pour leur patience face aux tâches parfois ardues que nous leur avons confiées... et aux contraintes de temps qui s'y rattachaient! Finalement, un très grand merci à Gisèle Jank, responsable de la coordination de notre bureau, qui travaille très fort mais toujours dans l'entrain et la bonne humeur.

Rapport sur le recrutement : notre effectif augmente

L'ACPSGE compte actuellement 750 membres, parmi lesquels se trouvent à la fois des particuliers – parents, familles et étudiants – et des organismes de divers types, tels les suivants :

- garderies
- syndicats
- fédérations pancanadiennes
- réseaux de recherche en matière de politiques sociales
- organismes bénévoles de toute envergure
- collègues et universités
- municipalités et organismes gouvernementaux
- groupements autochtones et des Premières nations
- organismes de services sociaux destinés aux femmes et aux enfants

Le nombre de Canadiens que l'ACPSGE parvient à atteindre est d'autant plus grand lorsqu'on prend en compte le nombre de personnes que chacun de nos organismes membres atteignent eux-mêmes. Même si dans nos statistiques nous ne pouvons directement assimiler les membres de ces organismes à des membres cotisants, ce qui gonflerait notre effectif total, il n'en demeure pas moins qu'ils ont tous accès à nos services et à nos publications.

GROUPE	EFFECTIF
MILITANTS	100 753
ENFANTS	34 779
PARENTS	30 697
TRAVAILLEURS DES SERVICES À L'ENFANCE	9 535
ENSEIGNANTS	1 372
EMPLOYÉS	1 164
PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES ATTEINTES (MILIEUX SECTORIELS)	178,300

Projet pilote de recrutement

En janvier 2004, l'ACPSGE a lancé, conjointement avec *Coalition of Child Care Advocates of British Columbia*, un projet pilote en vue de recruter de nouveaux membres. Il est désormais possible, moyennant un taux de cotisation spécial, d'être membre des deux organismes à la fois.

Merci!

Mille fois merci à Connie Brigham, qui a amélioré l'efficacité de notre banque de données, pour sa minutie et pour l'enthousiasme qu'elle voue à notre cause.

Nos stratégies de communication

Sur le plan de nos communications avec les militants de partout au Canada, nous avons vécu une année incroyable! Nous avons surtout accompli de très grands progrès en réussissant à communiquer rapidement notre message à un plus vaste public grâce à notre site Web [www.childcareadvocacy.ca] et en faisant diffuser nos renseignements par des douzaines d'autres organisations.

Les statistiques relatives à notre site Web révèlent une augmentation régulière du nombre de visiteurs au cours de la dernière année financière, pour atteindre un total de près de 35 000 visiteurs. À notre grand étonnement, plus de 1000 internautes ont téléchargé notre document de réflexion intitulé *Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance : des avenues pour progresser*.

Dans le cadre de notre stratégie de communication électronique, qui visait à entretenir des liens étroits avec les militants de l'ensemble du pays, nous avons notamment :

- incité nos membres à nous transmettre leur adresse électronique – ainsi, nous pouvons dorénavant joindre la moitié de nos membres par courrier électronique;
- réorganisé notre site Web, qui est maintenant plus convivial et qui est hebdomadairement mis à jour grâce aux bons soins de Avi Goldberg, notre consultante en informatique, et de Dianne Goldberg, consultante en projets;
- transmis régulièrement à nos membres des articles de journaux se rapportant aux services de garde, pour tenter d'améliorer leur compréhension des politiques qui sont en vigueur ailleurs que dans leur propre province ou territoire;
- envoyé, à l'occasion, des communiqués aux gens qui font partie de notre liste d'envoi pour les informer des activités de l'ACPSGE;
- conçu et posté, dans notre site Web et dans celui de *Voix de parents*, de nombreux « outils » conviviaux en vue d'aider les militants à faire la promotion d'un système de services de garde de qualité, accessible à tous et subventionné par l'État;
- fait en sorte que les militants des diverses régions puissent tous tenir un discours cohérent dans leurs collectivités respectives et auprès des gouvernements, en postant sans tarder sur notre site Web la position de l'ACPSGE à l'égard des consultations prébudgétaires fédérales et du *Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants*;
- incité les représentantes régionales qui siègent au conseil d'administration de l'ACPSGE à se servir de leurs carnets d'adresses électroniques pour transmettre nos documents au plus grand nombre possible de destinataires;
- mentionné, dans tous nos documents imprimés, que de plus amples renseignements étaient disponibles dans notre site Web.

D'autre part, nos stratégies de communication doivent évidemment tenir compte du fait qu'il y a beaucoup de gens qui n'ont pas accès à Internet ou qui ne maîtrisent pas cette nouvelle technologie. Nous continuons donc à produire nos documents et outils à la fois sous forme électronique et sur papier. Ainsi, au cours de la dernière année, nous avons :

- périodiquement produit et distribué notre bulletin, un important outil de mobilisation dont l'efficacité est demeurée plutôt imprévisible au cours des dernières années;
- mis à jour notre brochure de recrutement;
- produit et distribué nos « cartes d'affaires » bleues pour faire la promotion de l'adresse Web de l'ACPSGE.

Pour ce qui est de nos communications extérieures, nous avons notamment présenté un mémoire dans le cadre des consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances du gouvernement du Canada, et certaines des représentantes régionales qui siègent à notre conseil d'administration ont en outre présenté au Comité leurs propres observations lors des séances publiques tenues dans leurs villes respectives. Nous avons adressé des lettres au Premier Ministre du Canada, au ministre du Développement des ressources humaines (Canada), à divers premiers ministres provinciaux et à d'autres dignitaires. Nous avons aussi accordé des entrevues aux médias, discuté avec des groupes d'étudiants un peu partout au pays, et présenté des ateliers ou des conférences dans le cadre de divers colloques sur les services de garde.

L'ACPSGE vit de toute évidence une période de transition, puisque nous nous servons de plus en plus de l'informatique pour transmettre régulièrement à nos militants des renseignements de dernière heure. À cet égard, nous exprimons toute notre gratitude à la présidente de notre comité des communications, la visionnaire et persévérante Debra Mayer, qui nous a servi de guide en cette matière. Si l'on se fie aux résultats que nous avons obtenus jusqu'à maintenant, l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation et de communication auprès de nos militants, qui sont répartis aux quatre coins du pays et de plus en plus nombreux, s'avère extrêmement prometteuse!

Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance

Comment entendons-nous faire implanter au Canada, sur une période de 10 à 15 ans, une politique progressiste relativement aux services de garde d'enfants?

Voilà la grande question à laquelle l'ACPSGE a tenté de répondre au cours de l'année avec son projet *Créer des liens - SOS*. Nous souhaitons élaborer une stratégie à long terme détaillée qui nous permettrait de gagner le soutien du public et d'amener le gouvernement à agir. Nous étions également persuadés qu'une telle stratégie devrait résulter d'une démarche collective à laquelle participeraient divers groupements, organismes et individus qui travaillent dans des milieux connexes aux services de garde ou dont les vies sont directement influencées par ceux-ci. Nous tenions à procéder de façon à inciter les militants et de nouveaux intervenants sectoriels à discuter ensemble de politiques relatives aux services de garde, espérant ainsi renforcer les troupes et seconder les activistes dans l'élaboration de leurs prises de position à l'échelle régionale.

Notre document de réflexion, intitulé *Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance : des avenues pour progresser*, a orienté le débat lors de notre processus de consultation. Son auteure, la consultante en recherche Kerry McCuaig, y analysait huit « leçons politiques » tirées d'une étude sur les services éducatifs et de garde à l'enfance, réalisée dans 12 pays sur une période de quatre ans. Elle y évaluait aussi la performance du Canada – piètre performance, malheureusement – à l'égard de ces huit leçons, suggérait des orientations politiques possibles en matière de services de garde, et proposait des questions pour inciter les participants aux séances de consultation à identifier les enjeux prioritaires et à trouver des solutions aux lacunes des politiques actuelles.

« La discussion était très animée au sein de notre groupe, et nous aurions pu continuer pendant des heures. Rien de tel pour découvrir ce que les gens pensent vraiment des services de garde. »

Nous avons mis à la disposition des animatrices des séances de consultation un Guide de discussion, ainsi que des notes et un diaporama pour alimenter la discussion chez les participants. Les consultations ont eu lieu pendant les quelques premiers mois de 2004. Les membres du grand public pouvaient également télécharger notre document de réflexion et nous faire part de leurs commentaires dans le site Web de l'ACPSGE. Selon les animatrices, les discussions suscitées par le document de réflexion étaient stimulantes et cordiales.

Nous avons distribué un grand nombre d'exemplaires de notre document de réflexion, autant par la poste que lors de colloques, d'ateliers et de divers autres événements. L'évaluation exhaustive du résultat des consultations constituait l'un des principaux éléments du projet, lequel a été financé par le Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada. Notre consultante en évaluation, Adele Ritch, a notamment conclu que du nombre des participants :

- 71 % étaient tout à fait d'accord et 28 % étaient plutôt d'accord pour dire que le document de réflexion et le processus de consultation leur avaient permis de mieux comprendre les politiques relatives aux services de garde.
- 58 % étaient tout à fait d'accord et 38 % étaient plutôt d'accord pour dire qu'ils comprenaient maintenant mieux en quoi les politiques relatives aux services de garde influencent la vie des femmes au Canada.
- 32 % ont affirmé avoir l'intention de s'investir dorénavant davantage dans le mouvement de promotion des services de garde, alors que les deux tiers (67 %) ont affirmé qu'ils continueraient de s'y investir.

Ce processus de consultation a vraiment été exaltant. Voici d'ailleurs le commentaire d'une des participantes : « La discussion était très animée au sein de notre groupe, et nous aurions pu continuer pendant des heures. Rien de tel pour découvrir ce que les gens pensent vraiment des services de garde. »

Nous comptons faire de notre rapport final une véritable feuille de route, aussi pragmatique que visionnaire, qui guidera le Canada vers un système de services de garde de qualité, accessible à tous et subventionné par l'État. Quant à la promotion de notre stratégie, nous espérons que nos alliés seront de plus en plus nombreux et déterminés à collaborer avec nous pour obtenir davantage d'appuis et pour trouver des moyens efficaces de faire bouger nos gouvernements.

Voix de parents : établir le bien-fondé des services de garde

En lançant *Voix de parents*, l'ACPSGE souhaitait rassembler les parents afin qu'ils puissent réclamer d'une voix forte et unie un système de services de garde de qualité, subventionné par l'État et accessible à tous. Ce lancement remonte à plus de deux ans, et les parents militent en faveur des services de garde avec plus d'ardeur que jamais.

Grâce aux fonds provenant du gouvernement du Canada par l'intermédiaire du Programme de partenariats pour le développement social, *Voix de parents* est en plein essor. Les activités tenues au cours de l'année 2003-2004 le démontrent bien :

- Notre réseau virtuel pancanadien a encore pris de l'expansion.
- Nous avons tellement reçu de demandes pour la Trousse documentaire de *Voix de parents* que nous avons dû en faire réimprimer.
- Nous avons mis au point de nouveaux outils pédagogiques, des feuilles d'information et des documents destinés à tous les parents canadiens pour les préparer à participer aux consultations dans le cadre du projet *Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance*.
- Nous avons continué de mettre à jour le site Web de *Voix de parents* en y incorporant des renseignements et des outils pour soutenir les parents dans leur action militante, tout en continuant d'y donner la parole aux parents.

Au cours de la dernière année, les parents ont eu encore plus d'occasions de militer. Parmi celles-ci, notons le projet *Mémo à Monsieur Martin*, qui exhortait le nouveau Premier Ministre canadien, sous forme d'une note de service, à se faire le champion de la cause des services de garde d'enfants dès son entrée en fonction. Les parents ont également :

- fait pression auprès de leurs députés provinciaux et fédéraux, pour obtenir des subventions et des politiques en matière de services de garde;
- présenté des mémoires dans le cadre des consultations prébudgétaires fédérales et provinciales;
- adressé des lettres aux directeurs de l'information, dans les médias, pour promouvoir un système de services de garde de qualité;
- présenté leurs suggestions à l'ACPSGE, lors des consultations, relativement à l'implantation d'une politique canadienne sur les services de garde.

L'importance primordiale du point de vue des parents

L'une des principales répercussions du projet a été d'intégrer, à différents échelons, les points de vue des parents à notre action militante. Cinq représentantes des parents ont joué un rôle primordial au sein du Conseil des défenseurs des services de garde. Il s'agit de Clare Bessell (Terre-Neuve et Labrador), de Jody Dallaire (Nouveau-Brunswick), de Sheri Hincks (Ontario), de Donna Riddell (Manitoba) et de Sharon Gregson (Colombie-Britannique). Leur participation aux réunions du Conseil a été fort appréciée, et elles ont en outre permis à *Voix de parents* d'établir des liens très utiles avec d'autres milieux sectoriels. Par exemple, certains syndicats ont assumé la diffusion, auprès de leurs membres, de l'information véhiculée par *Voix de parents*.

Les parents dans les régions

Au cours du projet, des parents de cinq différentes régions ont mis sur pied et soutenu des campagnes provinciales de promotion des services de garde. Les parents ont également continué de jouer un rôle essentiel comme militants à l'échelle régionale. *Voix de parents* a permis de tisser un solide réseau de gens qui partagent les mêmes idées et qui s'entraident. Ainsi, lorsque certaines campagnes ou stratégies obtiennent du succès dans une région, il arrive souvent que des parents d'autres régions s'en inspirent pour mener leur action militante.

Le projet a certainement sensibilisé les parents à la complexité des politiques sur les services de garde et des moyens de financer ceux-ci, ainsi qu'aux mesures à prendre pour faire progresser le Canada à cet égard. Bon nombre de parents tiennent beaucoup à ce que leurs points de vue soient débattus durant la campagne électorale fédérale et soient ensuite pris en compte, par le gouvernement élu, dans ses orientations politiques et ses subventions.

Commentaires de parents

« Les trousseaux documentaires sont fantastiques. Elles m'ont permis d'acquérir les connaissances, le vocabulaire et la confiance en moi dont j'avais besoin pour pouvoir discuter des enjeux en toute connaissance de cause, et pas seulement à titre de simple parent. »

« C'est important pour nous de savoir que nous avons affaire à une organisation pancanadienne. D'avoir l'occasion de connaître des gens qui viennent de différents coins du pays, de les entendre parler de leurs problèmes de services de garde et de les comprendre... ça a beaucoup renforcé mon sentiment d'appartenance au Canada. »

L'avenir du réseau

L'ACPSGE continuera de rechercher de nouvelles sources de financement pour le projet *Voix de parents*. En attendant, l'ACPSGE mettra ses maigres ressources à la disposition du projet, afin de conserver autant que possible l'intégrité du réseau et de faire participer les parents à la sensibilisation du public et à des activités militantes en faveur des services de garde. Par exemple, les parents continueront d'être dûment représentés au sein du Conseil des défenseurs des services de garde.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier personnellement tous les enthousiastes parents qui appartiennent à notre réseau pancanadien de militants et dont le nombre croît sans cesse. Je me trouve extrêmement chanceuse d'avoir pu travailler avec vous tous et d'avoir à ce point profité de vos enseignements. Nous pouvons vraiment être fiers de nos succès!

Dianne Goldberg
La consultante pour *Voix de parents*

Message du Conseil des défenseurs des services de garde

Les bonnes et les mauvaises nouvelles se sont succédé au cours de la dernière année, faisant vivre des moments très intenses aux membres du Conseil des défenseurs des services de garde.

Notre principale victoire – celle à laquelle les défenseurs des services de garde peuvent se targuer d'avoir contribué – est l'ajout d'un poste budgétaire destiné aux services de garde dans le budget du gouvernement fédéral, et l'engagement de celui-ci d'y affecter de nouveaux crédits au cours des deux prochaines années financières. Mais le financement des services de garde demeure malheureusement inadéquat, et les gouvernements des provinces et des territoires ne sont aucunement tenus d'investir une partie des fonds qu'ils reçoivent du gouvernement fédéral dans des services de garde de qualité et réglementés. Par conséquent, la crise des services de garde ne fait que s'aggraver dans de nombreuses régions.

L'ACPSGE a travaillé fort sur ces enjeux cruciaux, et a sans relâche fait du lobbying pour que des sommes plus considérables soient allouées et pour que les provinces soient dûment tenues de rendre des comptes sur les sommes qu'elles reçoivent. Nous étions également dans la salle de presse au moment de la sortie du budget fédéral, et nous avons, au nom de l'ACPSGE, rédigé une analyse des répercussions du budget sur les services de garde. Ça va de soi que nous devons continuer de revendiquer l'affectation de nouveaux crédits, ainsi que de solides mécanismes qui garantiraient que les crédits affectés au développement des jeunes enfants seraient effectivement dépensés pour des services de garde.

Votez en fonction des services de garde!

Au moment où vous lirez le présent rapport, il ne restera plus que quelques jours avant le scrutin fédéral. Au cours de la période électorale, nous avons tenu beaucoup d'activités de financement et nous avons préparé et mis à la disposition des militants une « trousse d'outils électoraux » qui comprenait notamment des affichettes, des feuilles d'information, et des renseignements sur les plates-formes électorales des divers partis. Nous avons déployé beaucoup d'énergie, tout au long de la campagne électorale, pour nous assurer que les candidats abordent les questions relatives aux services de garde et qu'ils saisissent bien que le gouvernement fédéral doit absolument assumer un rôle de leader pour que tous les enfants du Canada puissent avoir accès aux services de garde de qualité auxquels ils ont droit.

Nos activités de rayonnement

Pendant l'année financière 2003-2004, l'une de nos plus grandes préoccupations a été d'approcher le plus grand nombre possible d'organisations et de personnes qui, comme nous, estiment que nous avons besoin au Canada d'un système de services de garde de qualité, accessible à tous et subventionné par l'État.

Dans le cadre des consultations relatives au projet *Comprendre et résoudre la crise des services de garde à l'enfance*, nous avons pu entendre les points de vue non seulement des travailleurs des services de garde, mais aussi des parents, des

syndicalistes, des groupements féminins et des groupements de lutte contre la pauvreté. Les membres du grand public pouvaient également prendre part à la discussion, dans la section de notre site Web réservée aux commentaires. L'ACPSGE a puisé, dans toutes ces discussions, de précieuses suggestions pour l'élaboration d'une stratégie progressiste et à long terme d'implantation de services de garde. En outre, nous nous sommes ainsi déniché de robustes alliés dans tout le pays.

Au cours de la dernière année, grâce aux représentantes sectorielles qui siègent au Conseil et grâce à certains de nos partenaires, nous avons établi des liens avec encore plus de parents et avec d'autres organismes, dont le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance, le projet *Rural Voices* et le milieu associatif des personnes handicapées, pour n'en nommer que quelques-uns.

Je dois dire que c'est avec beaucoup de bonheur que j'ai travaillé, dans le cadre du projet *Voix de parents*, avec autant de merveilleux et dévoués parents. Les outils qui y ont été élaborés sont formidablement utiles et faciles d'utilisation, et nous devons nous efforcer d'en faire une plus large distribution. Ce fut à la fois une révélation et une expérience extraordinaire d'entendre, au Conseil, le son de cloche des parents qui vivent en milieu rural et qui nous ont parlé des défis qui s'y posent pour les familles. Le Conseil compte maintenant davantage de membres. Il ne faudrait cependant pas oublier que le mouvement des femmes devrait y être représenté, compte tenu surtout que les services de garde constituent principalement une question d'équité envers les femmes. Par ailleurs, il nous reste bien du chemin à faire pour atteindre les jeunes et les francophones hors Québec. Nous devrions aussi renforcer nos liens avec les peuples autochtones, et discuter avec eux de la façon dont nous pourrions collaborer et interagir.

Il est également primordial que nous collaborions plus étroitement avec les militants du Québec. Nous pourrions certainement beaucoup bénéficier de l'expérience de leurs syndicats, groupements féminins, associations communautaire et centres de la petite enfance (CPEs), qui ont tous fait front commun, d'abord pour revendiquer des services de garde subventionnés par l'État, et ensuite pour les défendre.

En procédant à nos consultations et en invitant davantage de représentantes sectorielles à siéger au Conseil, nous avons renforcé et amélioré notre mouvement de pression. Ça nous donne donc une plus grande visibilité, améliorant du même coup notre aptitude à bien faire passer notre message et à attirer de plus en plus de gens dont les vies sont directement perturbées par la crise des services de garde.

Au cours de l'année qui commence, nous devons surtout faire en sorte que les gens s'investissent à fond – non seulement lors des réunions du Conseil mais en tout temps – car nous devons profiter de l'effet rassembleur provoqué par les séances de consultation. Nous disposerons d'une solide stratégie dans le rapport découlant de notre processus de consultation, et il nous faudra trouver des moyens nouveaux et originaux de communiquer ces renseignements à toute une panoplie de groupements et d'organisations.

Ce n'est qu'un au revoir...

J'ai eu le grand bonheur de travailler en collaboration avec Christine McLean, qui partageait avec moi la présidence du Conseil des défenseurs des services de garde tout en assumant la présidence de l'ACPSGE. Christine se dévoue corps et âme à la promotion des services de garde, et je me fais la porte-parole de tous les membres du Conseil pour l'assurer qu'elle nous manquera beaucoup, mais que nous espérons avoir à nouveau l'occasion d'œuvrer avec elle, d'une manière ou d'une autre, à l'avancement de notre cause.

L'année n'a pas été facile, mais nous avons au moins une raison de prendre courage. De plus en plus de groupements et de citoyens canadiens se rendent compte qu'il faut se tenir les coudes pour défendre le droit de nos enfants à des services de garde de qualité, et que c'est même le seul moyen d'obtenir des résultats. De jour en jour, notre mouvement acquiert davantage d'ampleur et de force.

Jamie Kass

La co-présidente du Conseil des défenseurs des services de garde